

Impasse des négociations avec l'Iran, absurdité des Accords d'Abraham

La gestion par les États-Unis du processus de paix avec l'Iran est désormais largement illisible, mais aussi auto-sabotée. Abonnez-vous sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Notre boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> 00:00 Le processus de paix avec l'Iran sous Trump semble incohérent 02:41 Pourquoi l'exigence des Accords d'Abraham n'a guère de sens 05:34 L'uranium enrichi de l'Iran comme ligne rouge infranchissable 06:53 Où les États-Unis et l'Iran pourraient théoriquement se rencontrer 09:54 Les exigences de l'Iran : bases, réparations, sanctions et détroit d'Hormuz 12:46 Pourquoi Israël et les États-Unis sont plus faibles après la guerre 15:28 Pourquoi l'Iran ne peut pas faire confiance aux engagements des traités américains 19:31 La stratégie de pression de l'Iran à travers le détroit d'Hormuz 23:46 L'allègement des sanctions et la nécessité d'un document final écrit

#Pascal

Donald Trump est en train de tourner en ridicule, d'une manière assez étrange, le processus de paix avec l'Iran. S'il y a jamais eu un vrai processus, il s'est en réalité réduit à deux possibilités : soit il y a de très sérieuses négociations secrètes, dont on ne dit rien tout en lançant des écrans de fumée de l'autre côté, soit c'est une entreprise de négociation condamnée dès le départ. Si ce que Donald Trump dit publiquement, et publie sur ses propres plateformes — sur Truth Social, sur Twitter et à la Maison-Blanche, qui sont aujourd'hui à peu près la même chose — est vrai, alors tout le processus est déjà voué à l'échec. La seule chance qu'il reste, c'est que ce que l'administration négocie réellement avec les Iraniens soit en fait quelque chose de complètement différent de ce que le président affiche publiquement.

Parce que, franchement, le plus étrange, c'est sans doute ce qui s'est passé hier, quand Donald Trump a publié un message sur Truth Social. Il y exigeait que tous les pays musulmans d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord, qui n'ont pas encore de relations diplomatiques avec Israël, en établissent et rejoignent les Accords d'Abraham. Beaucoup de ces pays musulmans, en Asie de l'Ouest ou sur la péninsule Arabique, n'ont jamais reconnu Israël, parce qu'Israël, ou l'État sioniste, est perçu comme une abomination par nombre d'entre eux. Du moins, c'est ainsi qu'ils doivent le présenter à leurs propres opinions publiques, compte tenu de leur vision de la région et de la manière dont le Moyen-Orient, ou l'Asie de l'Ouest, devrait être organisé. Des pays comme l'Arabie saoudite, par exemple, n'y ont jamais adhéré.

Et maintenant, Donald Trump dit qu'un accord de paix avec l'Iran doit inclure ces nations, ces autres pays qui ne font pas partie de la guerre, pour qu'ils y participent réellement. Alors oui, on peut dire que l'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn, et d'autres encore, font bien sûr partie du conflit. Ils ont

aussi été touchés par des frappes iraniennes. Mais au bout du compte, les négociations qui ont lieu en ce moment se déroulent, évidemment, entre Israël, les États-Unis et l'Iran, qui sont les parties officielles à ce conflit armé. Et M. Trump a déclaré, dans un message publié il y a environ vingt-quatre à quarante-huit heures, que les négociations avec la République islamique d'Iran se déroulent bien.

Ce sera soit un grand accord pour tout le monde, soit pas d'accord du tout. Ensuite, il critique un peu Barack Obama, puis il explique qu'il a parlé avec tous les chefs d'État d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Qatar, de Bahreïn, et de tous les autres, y compris, d'ailleurs, la Turquie, l'Égypte et la Jordanie. Il leur a tous parlé, et il dit ensuite que ces pays doivent rejoindre les Accords d'Abraham — le Qatar, le Pakistan, la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, Bahreïn. Il se peut qu'un ou deux aient des raisons de ne pas les rejoindre. Attendez, il le précise plus haut : pour lui, il devrait être obligatoire que tous ces pays signent, au minimum, en même temps, les Accords d'Abraham.

Et oui, encore une fois, il se peut que certains d'entre eux ne puissent pas rejoindre cet accord, et ce sera accepté. Mais la plupart devraient être prêts, disposés et capables de faire de ce règlement avec l'Iran un événement bien plus historique qu'il ne l'aurait été autrement. Là, je veux dire, à ce stade, Donald Trump est en train de fantasmer sur des choses pour lesquelles, en relations internationales comme en droit international, il n'existe tout simplement aucun précédent. Jamais nous n'avons vu des États tiers non impliqués, surtout des pays comme la Turquie ou l'Égypte, devenir partie prenante d'un accord de paix avec des acteurs avec lesquels ils n'ont jamais été en guerre.

Je veux dire, c'est quelque chose qui dépasse tout ce qu'on a entendu ou vu jusqu'à présent. Et si Donald Trump veut en faire une condition pour un accord de paix, il ne semble pas en faire une exigence absolue, mais il paraît vouloir pousser tout le monde dans cette direction. Si c'est vraiment une condition, alors c'est le moyen le plus sûr de s'assurer qu'il n'y aura jamais d'accord de paix réel. Parce que c'est tout simplement quelque chose que les autres États refuseront certainement de faire, même s'ils aimeraient voir la paix revenir peu à peu dans la région du Golfe. Mais pourquoi des pays tiers, des États non impliqués, surtout des pays comme la Turquie ou le Pakistan, accepteraient-ils de rejoindre un accord de paix qui les engagerait et les obligerait à reconnaître Israël ? Un pays qui, pour eux, reste depuis longtemps une véritable ligne rouge, et avec lequel ils ont encore aujourd'hui de nombreux différends.

Et puis, en même temps, il publie à nouveau sur les réseaux ce qui ressemble à des lignes rouges pour les États-Unis. Des lignes qu'ils savent être, de l'autre côté, de véritables lignes rouges, justement pour s'assurer qu'aucun accord ne soit possible. Hier, il y a à peine vingt-quatre heures, il a tweeté que la poussière nucléaire issue de l'uranium enrichi serait soit immédiatement remise aux États-Unis pour être rapatriée et détruite, soit, de préférence, détruite sur place ou dans un autre lieu jugé acceptable, en coordination avec la République islamique d'Iran, et sous le regard de la Commission de l'énergie atomique ou de son équivalent, témoin de ce processus et de cet événement.

Merci de votre attention à ce sujet. Oui, à ce stade, c'est une proposition complètement folle. Je veux dire, la République islamique a été très claire : c'est l'une de ses lignes rouges. Ils ne renonceront pas à leur uranium, et ils ne renonceront pas non plus à leur droit d'enrichir de l'uranium à des fins pacifiques. Le seul point où ils peuvent vraiment se retrouver, où leurs visions de ce qui doit arriver peuvent coïncider, c'est autour de la bombe nucléaire. Les Iraniens disent qu'ils ne veulent pas de la bombe, qu'ils ne veulent pas d'armes nucléaires. Les États-Unis disent qu'ils ne peuvent jamais en avoir. Donc, en fait, oui, c'est précisément là qu'ils peuvent se rencontrer.

Et c'est justement là que le JCPOA a réussi à résoudre la quadrature du cercle, en mettant tout cela par écrit et en y associant de nombreux États garants, y compris des pays européens, la Russie, et, à ma connaissance, même la Chine. Cet accord incluait une clause précisant que l'Iran devait respecter les dispositions du Traité de non-prolifération nucléaire, un traité bien plus ancien, en vigueur depuis la fin des années soixante, début des années soixante-dix. Ce traité stipule que, mis à part les cinq États dotés de l'arme nucléaire — les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Union soviétique à l'époque, aujourd'hui la Russie, et la Chine — aucun autre pays n'a le droit, légalement, de posséder des armes nucléaires.

Il y a quelques autres États qui sont sortis de ce groupe de base et ont développé leurs propres armes nucléaires, en violation du TNP : l'Inde, le Pakistan, bien sûr Israël, sans le dire ouvertement, et la Corée du Nord. Mais la Corée du Nord, l'Inde et le Pakistan n'avaient pas adhéré au TNP, et la Corée du Nord s'en est même retirée avant de fabriquer l'arme. Donc, sur le papier, ils sont restés dans les limites de ce qu'on attendait d'eux. Et Israël, évidemment, n'en fait pas partie non plus, et n'a jamais reconnu officiellement posséder l'arme nucléaire. Mais à ce stade, c'est un secret de Polichinelle. Enfin... ce n'est même plus un secret de Polichinelle, je ne sais plus comment l'appeler.

C'est un fait. Même des responsables politiques israéliens en parlent ouvertement, en disant qu'ils devraient frapper l'autre camp avec l'arme nucléaire. Or, tout l'enjeu du TNP, c'est justement de garantir que des États comme l'Iran aient le droit légal d'utiliser la technologie nucléaire et les matières fissiles à des fins pacifiques, notamment pour l'énergie et la médecine, et qu'en contrepartie, ils ne développent pas d'armes à partir de cela. Et c'est exactement ce que l'Iran accepte parfaitement, ce que le JCPOA encadrait, et ce que tout le monde, y compris l'AIEA, a confirmé qu'ils respectaient. Donc oui, c'est tout à fait dans le domaine du possible. Ce qui se passe ensuite avec le détroit d'Ormuz, et tous les problèmes en chaîne que cette guerre entre les États-Unis et l'Iran a provoqués, c'est une autre histoire.

Et c'est bien ce dont ils sont en train de négocier. Les Iraniens ont été très clairs : les bases militaires américaines doivent partir. Il doit y avoir des réparations versées à l'Iran, notamment par la coalition de guerre des États du Golfe, qui ont aidé en offrant leur territoire et leur espace aérien à l'attaquant, à l'agresseur. Et toutes ces revendications, les Iraniens les fondent aussi sur le droit international, où il est effectivement écrit que lorsqu'un État est attaqué, il a le droit de demander des réparations. Le détroit d'Ormuz, encore une fois, c'est une autre question. Mais ce sont des

points qui peuvent être négociés. En revanche, d'autres propositions qu'on a vues auparavant, comme celle d'impliquer des États tiers dans cet accord de paix, ça, c'est une idée formidable.

Et en fait, pour moi, ça pose une vraie question : est-ce que tout ça est vraiment censé être sérieux ? Je veux dire, d'abord, est-ce que le processus lui-même, le processus de paix, du côté des États-Unis, est vraiment pris au sérieux ? Ou bien est-ce que, comme beaucoup d'entre nous le craignent, ce n'est qu'une nouvelle diversion ? Une façon, cette fois, pour les États-Unis de se réarmer, de revoir leur stratégie, puis de repartir à l'offensive avec une nouvelle vague d'attaques ? C'est, bien sûr, le scénario du pire qu'on peut imaginer : que les États-Unis cherchent en réalité à aller dans cette direction, que Donald Trump veuille vraiment que cela se produise. Et puis, il y a l'autre possibilité : que ce soit tout simplement une incompétence totale à mener correctement un processus de paix.

Et la troisième option, c'est que tout cela n'est encore qu'un écran de fumée, pour essayer de satisfaire les Israéliens, qui sont aujourd'hui les plus bruyants, les plus susceptibles de faire échouer tout le processus. Parce que, de leur côté, c'est l'Iran qui exige que le Liban soit inclus dans cet accord. Mais en réalité, à ce stade, l'Iran a un poids bien plus fort dans la région, et une position plus solide sur ce qu'il veut voir se produire. Parce qu'il faut le rappeler, ils ont en quelque sorte remporté la guerre des quarante jours contre les États-Unis et Israël. Et ils n'acceptent pas qu'Israël continue de bombarder le Liban et le Hezbollah, en massacrant des civils dans son voisinage. Ils veulent que cette question fasse partie intégrante de l'accord global. On voit d'ailleurs en ce moment qu'Israël viole à nouveau le cessez-le-feu actuel. Ce cessez-le-feu, négocié entre l'Iran et les États-Unis, inclut le Liban. En théorie, les États-Unis devraient donc aussi faire respecter ce cessez-le-feu du côté israélien. Mais ce n'est pas le cas.

En ce moment même, Israël est en train de massacrer des gens dans le sud du Liban. Il continue d'attaquer le Liban, dans le sud du pays. Comme toujours, pour Israël, un cessez-le-feu veut dire que l'autre arrête de tirer pendant que vous continuez à exterminer son peuple sur ses terres. Ce qui m'étonne, c'est qu'à ce stade, l'Iran ne s'en soit pas encore servi comme prétexte pour riposter contre Israël. Pour moi, ça montre que, même s'ils ont eu l'avantage militaire, eux non plus ne veulent pas revenir à une phase de guerre ouverte. Bien sûr, la guerre n'est pas terminée, et les États-Unis maintiennent un blocus maritime étendu contre l'Iran.

L'Iran, et ça, bien sûr, c'est aussi un acte de guerre. Donc, la guerre n'est pas terminée, mais les bombardements, eux, sont finis. Et l'Iran, à tout moment, pourrait utiliser toutes ces violations de l'accord de cessez-le-feu commises par Israël comme prétexte pour dire : non, nous allons reprendre les frappes contre Israël. Mais il me semble qu'en ce moment, Téhéran cherche plutôt à consolider, sur la table des négociations, les faits qui se sont plus ou moins imposés pendant ces quarante jours très sanglants de leur côté. Cela supposerait, bien sûr, que les États-Unis respectent les termes du premier accord de cessez-le-feu, puis qu'ils parviennent à un accord avec l'Iran pour avancer vers un véritable traité de paix.

Et sur ce point, je voudrais simplement dire qu'il y a aujourd'hui beaucoup de scepticisme, et je le suis moi-même, très sceptique, quant à la possibilité que tout cela soit réellement réalisable. Il y a eu une très bonne discussion l'autre jour, hier en fait, sur The Duran, la chaîne d'Alexander Mercouris et d'Alex Christoforou, qu'ils animent ensemble. Ils y parlaient de la faisabilité, du réalisme, de parvenir à un véritable accord. Et tous deux ont très justement souligné que, pour l'instant, il ne s'agit que de transformer le cessez-le-feu en un protocole d'accord, de le prolonger à soixante jours, et d'établir en gros un cadre pour avancer à nouveau vers une relation pacifique dans la région du Golfe. Mais tout cela reste à des années-lumière d'un véritable traité de paix, et c'est tout à fait exact.

Même si ce protocole d'accord, ce MOU, serait sans doute l'une des choses les plus réalisables auxquelles on puisse penser en ce moment, le problème, bien sûr, c'est que ces MOU sont très faciles à rompre, et tout aussi faciles à contourner, parce qu'en réalité, ce sont des documents non contraignants. Ce ne sont que des feuilles de papier qui décrivent comment les deux parties envisagent l'avenir, mais qui n'ont aucune valeur juridique au regard du droit international. Et même si c'était le cas, on a bien vu comment les États-Unis ont traité, par exemple, le JCPOA, qui relevait du droit international et qui aurait dû les engager, mais qu'ils ont tout simplement quitté. Et on voit aussi que les États-Unis ne se sentent pas limités par quelque traité que ce soit.

Par exemple, la Charte des Nations unies interdit les guerres d'agression, et celle-ci est clairement une guerre d'agression. Donc, les États-Unis, à l'heure actuelle, violent leurs engagements de bien des manières. La vraie question, c'est pourquoi l'Iran accepterait-il tout ça ? Et la réponse, selon moi, c'est sans doute : que pourrait-il faire d'autre ? Il faut bien construire un avenir, d'une manière ou d'une autre, avec ses voisins et même avec les voisins plus lointains. Les États-Unis, eux, ne vont pas disparaître, mais il faut trouver une façon de composer avec eux. Et l'Iran a déjà affronté les États-Unis sur le plan militaire. Il a tenu bon, et il a montré aux États-Unis comme à Israël qu'ils ne sont pas invincibles.

Au contraire, oui, Israël et les États-Unis sont capables de frapper l'Iran, de lui infliger de lourds dégâts, et même de mettre certaines parties de Téhéran en feu. Oui, ils en ont les moyens. Mais ils ne peuvent pas éliminer la capacité de riposte de l'Iran. Et ça, c'est quelque chose de vraiment nouveau dans cette guerre. Jusqu'à présent, on pensait à la capacité de seconde frappe uniquement dans le domaine nucléaire, n'est-ce pas ? Quand on parle de seconde frappe, on pense d'habitude à la dissuasion nucléaire, à cette logique de destruction mutuelle assurée, où, quand un État doté de l'arme nucléaire tire sur un autre, celui qui est attaqué garde quand même la possibilité de riposter avec ses propres armes nucléaires. Et au final, les deux y passent. C'est comme ça qu'on concevait la capacité de seconde frappe.

L'Iran a maintenant prouvé, dans cette guerre, que des capacités conventionnelles de seconde frappe suffisent, en cas de conflit, à dissuader l'adversaire et à le forcer à s'arrêter. C'est ce qu'on a vu. Quarante jours de guerre cinétique, et l'Iran a réussi à faire cesser les attaques des États-Unis et d'Israël. D'un côté, parce que les États-Unis et Israël commençaient à manquer d'armes. Mais aussi,

de l'autre, parce que l'Iran était capable, à tout moment, de riposter contre des cibles américaines avec ses moyens conventionnels, ses missiles et ses drones, en visant des objectifs d'une valeur à peu près équivalente à ceux que les États-Unis et Israël avaient bombardés en Iran. Et par là, Téhéran envoyait un message clair : oui, vous pouvez frapper, mais à chaque fois, nous détruirons l'une de vos cibles, et vous en paierez le prix.

Si nous souffrons, vous souffrez aussi. Et ils l'ont fait comprendre très clairement, au point que les États-Unis et Israël ont voulu mettre fin à la phase dite « cinétique ». Maintenant, on est dans une autre phase, une sorte de guerre factice, où les États-Unis poursuivent une guerre d'usure, dans l'espoir de détruire l'Iran à un moment donné. Mais de leur côté, les Iraniens montrent qu'ils peuvent tenir, qu'ils peuvent continuer. Ils essaient maintenant d'augmenter la pression en passant par le détroit d'Ormuz, pour infliger des dégâts prolongés aux États-Unis et à leurs alliés, et pour accentuer la pression de cette manière, afin de forcer Washington à mettre fin, d'une façon ou d'une autre, à cette nouvelle phase. Et dans tout ce processus, les Iraniens sont restés ouverts à la diplomatie, dès la fin des quarante premiers jours de guerre cinétique.

Donc, ce qu'il faut comprendre maintenant, c'est qu'il faut une forme, une structure, quelque chose qui puisse vraiment conduire à un cadre de sécurité solide au Moyen-Orient. Et du côté iranien, il me semble que la tactique, c'est de tenir bon, de continuer à négocier, puis, une fois que ce protocole d'accord aura été conclu et signé, de l'intégrer dans un processus qui, très probablement, sera prévu dans ce protocole : le présenter aux Nations unies. Alors, pourquoi veulent-ils faire ça ? Pour moi, c'est très clair. Tout simplement parce qu'un accord bilatéral avec les États-Unis, qui devrait être ratifié par le Congrès pour devenir un véritable traité, n'a absolument aucune chance d'être approuvé par le Congrès.

Absolument pas. Les Lindsey Graham et les autres là-dedans, ils vont rejeter ça et le crier haut et fort. Et on sait très bien qu'AIPAC a, en gros, acheté la plupart des gens, des deux côtés de l'échiquier politique. Donc, il n'y a aucune chance qu'un traité bilatéral sorte un jour de ce protocole d'accord. Aucune. Mais il y a une astuce pour contourner ça : passer directement par l'ONU. L'ambassadeur auprès de l'ONU, celui qui siège là-bas, répond en fait à Donald Trump au Conseil de sécurité. Je parle bien du Conseil de sécurité. Les cinq membres permanents ont tous leurs ambassadeurs là, n'est-ce pas ? Et cet ambassadeur-là, lui, il répond à l'exécutif, il répond à Trump.

S'il y a un accord entre la faction Trump de la Maison-Blanche et les Iraniens pour vraiment aller au bout de ce processus, et que Trump demande aux Iraniens ou aux Américains de présenter ensemble une résolution au Conseil de sécurité qui reflète réellement un accord qu'ils auraient conclu entre eux, si cette résolution est déposée, et que Donald Trump ordonne à son ambassadeur à l'ONU de ne pas y opposer de veto — peut-être même sans voter pour, mais au moins sans la bloquer —, et qu'elle est adoptée par le Conseil de sécurité, devenant ainsi une résolution du Conseil, alors cette résolution, du fait que les États-Unis sont membres de l'ONU, acquiert aussi, vis-à-vis des États-Unis, un statut de traité. Cela ne veut pas dire pour autant que les États-Unis s'y tiendront.

Je veux dire, on a bien vu comment les États-Unis traitent la Charte des Nations unies en général, cette interdiction du recours à la force et tout le reste. Et on sait que les États-Unis ne respectent pas vraiment beaucoup de leurs engagements. Mais, d'un point de vue iranien, c'est sans doute le meilleur type de document qu'on puisse obtenir, parce qu'il permettrait aussi d'apporter un peu de clarté juridique, un certain appui légal, aux partisans de la paix aux États-Unis. Parce qu'une fois qu'il y a une résolution du Conseil de sécurité, qu'elle a valeur de traité, et qu'en théorie elle fait donc partie du fonctionnement constitutionnel américain, alors les factions pacifistes pourraient s'en servir pour poursuivre en justice ceux, ou celles, qui violeraient — ou auraient violé — ce traité.

Je veux dire, ça n'arrive pas en ce moment, et oui, ça peut paraître un peu idéaliste, mais c'est justement le but. Au fond, quelle autre option on a ? Comment retrouver un modus vivendi qui ne repose pas sans arrêt sur la force ? Et puis, l'Iran aussi veut la fin des sanctions, non ? Il veut enfin pouvoir, peut-être pas commercer avec les États-Unis, mais au moins avec les pays européens et d'autres États prêts à échanger avec lui, sans déclencher automatiquement des sanctions bancaires et des catastrophes terribles pour quiconque fait affaire avec eux. Donc, ce serait déjà un énorme progrès.

Donc, tout ça, c'est ce qu'ils veulent obtenir, et ils veulent que ce soit consigné par écrit, à la fin. À mon avis, ils ont voulu passer par l'ONU parce que c'est l'endroit le plus susceptible de produire un document final qui ne soit pas seulement important pour les États-Unis, mais aussi pour d'autres pays. Et une fois que ce document existera, l'Iran pourra s'en servir pour exiger que d'autres lèvent aussi leurs sanctions. Ensuite, ce sera un outil qu'ils pourront utiliser plus tard pour contrer tout le courant européen favorable à la guerre, celui qui veut simplement continuer à sanctionner l'Iran. Donc, selon moi, c'est ça, la stratégie actuelle.

Et du côté de Donald Trump, je ne peux pas dire si ce qu'il publie sur Twitter, tout ce qu'il envoie dans la nature, a la moindre valeur pour comprendre ce qu'ils veulent vraiment. À ce stade, la plupart de ces messages semblent n'être qu'un écran de fumée total. Je ne sais même pas à qui c'est censé s'adresser. Encore une fois, ce tweet sur les Accords d'Abraham, ou cette idée que d'autres nations musulmanes devraient aussi les rejoindre dans le cadre d'un accord de paix, c'est clairement quelque chose qui n'arrivera pas. Et ça peut être destiné à calmer Israël, ou à saboter le processus, ou encore à nous occuper, nous les commentateurs, pour qu'on en parle et qu'on ne se concentre pas sur autre chose.

Alors, peut-être que je me suis laissé avoir par un faux-semblant, qui sait. En tout cas, je veux rappeler encore une fois qu'il n'a jamais existé de traité de paix où des tiers non impliqués devaient en devenir membres pour qu'il soit valide ou qu'il puisse avancer. Même les Nations Unies, la charte de l'ONU, ont été créées autrement — avec leurs défauts, certes — mais d'une autre manière. Il n'existe tout simplement aucun précédent à ce que Donald Trump est en train d'imaginer ici. Donc, les attentes que ce soit juste encore un... un nouveau pétard venu de la Maison-Blanche sont assez fortes.

Ce sera très intéressant, un jour, de découvrir ce que les véritables négociateurs, la véritable équipe diplomatique, cherchaient vraiment à faire et à obtenir. Pour l'instant, personne ne peut le dire. Mais si cette initiative est sérieuse, elle n'ira nulle part, et au mieux, elle fera juste gagner un peu de temps aux États-Unis, le temps de perdre encore une journée. Et si c'est une tactique à l'égard d'Israël, eh bien, on verra jusqu'où ça ira. Et je n'ai même pas abordé l'argument de Brian Berletic, selon lequel, au fond, les États-Unis continueront simplement d'utiliser Israël comme un instrument de leur influence de grande puissance. Mais ça, c'est un sujet pour une autre fois. Merci beaucoup pour votre temps.